

# UNE QUESTION EXAMINÉE AU 3<sup>e</sup> CONGRES DU PCR ml Les attaques de la direction du Parti du travail d'Albanie contre le Parti communiste chinois et le marxisme-léninisme

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

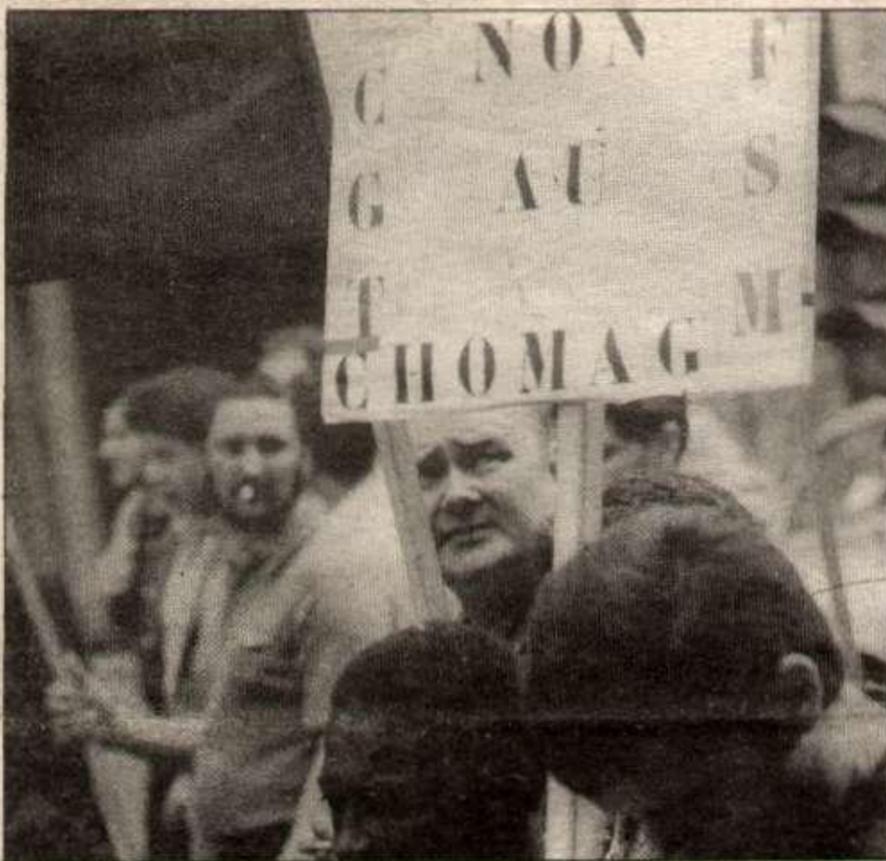
# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 2 - DIM. 3 - LUN. 4 DECEMBRE 1978 - N° 803 Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76 2, 00 F.

## Brutale aggravation du chômage

# EN UNE SEMAINE, 5000 LICENCIEMENTS



Conférence de presse  
du Front populaire  
de libération de l'Erythrée

**«AUCUNE OFFENSIVE  
NE PEUT ANEANTIR  
NOTRE PEUPLE»**

Lire en page 6

*Pilotaz,  
Creusot-Loire,  
Manufrance,  
les aciéries  
de Paris  
et d'Outreau...  
En une semaine,  
c'est plus  
de 5 000  
licenciements  
qui viennent  
d'être annoncés*

2 000 nouveaux licenciements annoncés jeudi, viennent s'ajouter aux 1 300 suppressions d'emploi chez Manufrance et aux 1 570 aux aciéries de Paris et d'Outreau. A Paris 700 employés de l'entreprise de peinture Gougne et Pongor sont sous la même menace. A la Compagnie industrielle du téléphone Alcatel à la Rochelle, la moitié des travailleurs de l'usine, soit 400 personnes, ont été avertis d'un plan de licenciements pour le deuxième trimestre 1979. A Montron en Dordogne, la manufacture de chaussures de sport Merle a averti 160 travailleurs de leur licenciement imminent. Aux Tissages de Fiers, dans l'Orne, la direction départementale du travail vient d'autoriser le licenciement de 374 travailleurs, alors que 224 de leurs camarades ont perdu leur emploi en janvier dernier, pour protester contre les nouveaux licenciements ils ont tous brûlé leur lettre de licenciement.

Le Quotidien du Peuple publie aujourd'hui un article dans le cadre de la popularisation des travaux du 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml.

Au cours des semaines qui viennent, dans les numéros datés des samedi, dimanche, lundi, sera poursuivie la publication d'articles présentant des résultats des travaux du Congrès.

Lire en page 2

## Merlebach : deux mineurs ont trouvé la mort

Deux mineurs ont trouvé la mort dans un puits de Merlebach (Moselle). Une fois de plus, ce dramatique accident révèle les inconséquences en matière de sécurité.

C'est vers 24 heures jeudi, que les deux ouvriers âgés respectivement de 29 et 33 ans, occupés dans une opération de verrouillage d'un puits vertical, ont été surpris par un éboulement.

Les travaux de dégagement se poursuivaient toute la nuit et s'achevaient huit heures plus tard, pour sortir les deux mineurs. L'intersyndicale a demandé une réunion exceptionnelle du récent CHS.

## Congrès CGT : les limites de l'ouverture

De nombreux délégués ont pu s'exprimer pour défendre leurs amendements, mais la direction sortante a évité de répondre sur le fond du débat. Comme on le voit, les progrès dans le sens de la démocratie ne sont pas acquis dans la CGT. La limite du changement s'est vérifiée dans le faible nombre de nouveaux candidats élus à la Commission Exécutive, organe dirigeant du syndicat.

Lire en pages 4 et 5

## Arrivée à Paris de réfugiés du Haï-Hong

Lire en page 8

**25 millions  
pour  
votre quotidien !**

Somme réunie à ce jour : 22,5 millions

Lire en page 3

# LES ATTAQUES DE LA DIRECTION DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE CONTRE LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS ET LE MARXISME-LENINISME

## Une question examinée au 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml

Ces deux dernières années ont été marquées par une dégradation importante des relations entre la Chine et l'Albanie. Au fil des mois, les attaques publiques du Parti du Travail d'Albanie contre le Parti communiste chinois et la République populaire de Chine se sont multipliées, se faisant chaque jour plus violentes.

□

Récemment, le 7 juillet 1978, le gouvernement chinois a été contraint de mettre fin à son aide économique et militaire à l'Albanie. Falsifiant la réalité, le PTA tente de faire croire que cet arrêt de l'aide chinoise s'identifie à la rupture unilatérale de l'assistance soviétique à l'Albanie en 1961.

Cette tentative grossière est particulièrement malhonnête puisqu'elle tente d'assimiler deux situations historiques totalement différentes :

L'arrêt de l'aide soviétique à l'Albanie était un diktat visant à faire pression sur la politique du PTA pour qu'il accepte les positions révisionnistes de Khrouchchev. L'arrêt de l'aide chinoise résulte de la détérioration des rapports de coopération du fait des obstacles et des ultimatums de la partie albanaise.

La rupture de la coopération entre la Chine et l'Albanie résulte d'une volonté politique délibérée de la partie albanaise et de son refus de régler les problèmes par la voie de la consultation.

Si l'aide entre deux pays est possible, même s'il existe entre eux des divergences politiques, ou même entre pays à systèmes sociaux différents, elle implique néanmoins des rapports d'amitié et une volonté de coopération de part et d'autre. Or, du fait de l'Albanie, une telle situation n'existe plus entre les deux pays. Notre Parti dénonce fermement les attaques sans fondement des dirigeants albanais contre la politique chinoise, d'aide et de coopération.

Récemment, le PTA en est venu à désigner la Chine comme une superpuissance menaçant gravement la paix mondiale. Il affirme qu'elle cherche à provoquer la guerre dans les Balkans et vise à l'hégémonie en Europe. Qualifiant la politique chinoise de «politique typiquement impérialiste et de superpuissance», il accuse la Chine de vouloir s'allier aux USA contre le social-impérialisme soviétique pour provoquer la destruction de ce dernier en vue de prendre sa place pour dominer le monde.

□

La virulence et l'énormité de ces accusations ont pu surprendre et étonner. En fait, elles ne constituent nullement un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais s'inscrivent dans la droite ligne de la politique du PTA, notamment depuis deux ans.

En novembre 1976, s'est tenu le VII<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie. De nombreux thèmes erronés y furent énoncés concernant l'analyse de la situation internationale.

La négation de l'existence du Tiers Monde et donc sa constitution en force politique et de son rôle grandissant sur la scène mondiale, la surestimation de l'état de développement de la lutte des classes dans les pays impérialistes, le refus de reconnaître que l'URSS constitue la plus dangereuse des deux superpuissances et le principal foyer d'une nouvelle guerre mondiale, brossaient déjà un tableau de la situation du monde contemporain fort éloigné de la réalité.

Certaines affirmations suivant lesquelles la révolution serait un problème concret et à résoudre dans l'immédiat dans les pays capitalistes, où, cependant, les syndicats seraient devenus des instruments d'encaissement de la classe ouvrière aux mains de la bourgeoisie, témoignaient d'une ignorance profonde de la réalité concrète

et entraient en contradiction avec les positions et la pratique de notre Parti.

□

Analysant le rapport adopté par le VII<sup>e</sup> Congrès du PTA, notre Parti constata ainsi que sur de nombreuses questions importantes, il développait une analyse gravement erronée de la réalité et contradictoire sur de nombreux points avec notre programme adopté quelques mois plus tôt.

En juillet 1977, en faisant paraître un article attaquant la théorie des trois mondes, le PTA commençait ses attaques publiques contre le Parti communiste chinois et la République populaire de Chine.

La polémique déclenchée alors par le PTA révéla clairement son analyse erronée de la situation internationale.

● Erronée parce que faisant abstraction de la situation réelle du monde contemporain et du degré de développement des quatre contradictions fondamentales.

● Erronée parce que plaquant sur la réalité concrète de la situation internationale les analyses de l'Internationale Communiste dans les années 20, utilisant le marxisme-léninisme comme un dogme et non comme un guide de l'action, prétendant que la situation n'a pas changé, que la restauration du capitalisme dans un grand nombre de pays socialistes et la dégénérescence révisionniste de la plupart des partis communistes n'a pas d'effet significatif.

● Erronée parce que ne menant pas le débat sur le fond, remplaçant la démonstration par des formules, isolant les faits de leur contexte.

● Erronée enfin, par le ton, un ton inadmissible, qui tend à fermer la voie à une persuasion réciproque, faits à l'appui, et qui prend au contraire vis-à-vis du parti communiste avec lequel il existe des divergences à résoudre, la démarche réservée à l'ennemi.

□

Examinant des critiques portées par le PTA contre la théorie des trois mondes, notre Parti les réfuta, réaffirmant son accord avec cette théorie. Cette attaque du PTA contre la théorie des trois mondes ne constituait en fait qu'un élément d'une série d'attaques qui allaient se développer de plus en plus violemment et de plus en plus directement contre le Parti communiste chinois et sa politique.

Le PTA affirme même aujourd'hui que le PCC n'a jamais appliqué correctement «les grandes idées de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et l'idéologie marxiste-léniniste» aux conditions concrètes de la Chine, s'en prenant plus particulièrement aux camarades Mao Tsé-toung et Chou En-lai.

Ainsi le PTA affirme que le PCC, alors dirigé par Mao Tsé-toung ne mena pas une lutte ferme et résolue contre le révisionnisme krouchtchévien au début des années 60 mais qu'il fit preuve d'opportunisme à son égard.

En fait, chacun sait que lorsqu'en 1956 le Parti communiste de l'Union soviétique, lors de son 20<sup>e</sup> Congrès, énonça une série de thèses anti-marxistes et contre-révolutionnaires, le PCC de Mao Tsé-toung engageaient la lutte contre elles, d'abord dans le cadre de la polémique entre partis communistes puis publiquement à partir de 1963.

Face aux affirmations de Krouchtchev suivant lesquelles la coexistence pacifique devait régir tous les rapports fondamentaux dans le monde et devait s'appliquer aussi bien aux relations entre les pays capitalistes et les pays socialistes, entre les mouvements de libération nationale et l'impérialisme, entre la bourgeoisie et le prolétariat dans les pays capitalistes, le PCC réaffirma que la coexistence pacifique ne peut être qu'un aspect de la politique étrangère d'un pays socialiste, l'aspect principal étant l'internationalisme

prolétarien. Le PCC rappela que l'impérialisme n'avait pas changé de nature et que seule la guerre populaire dans les pays opprimés et la révolution socialiste dans les métropoles impérialistes pouvaient le détruire, rejetant ainsi les théories révisionnistes de Khrouchchev sur la guerre et la paix et prônant le «passage pacifique» au socialisme.

Lorsque Khrouchchev rejeta la dictature du prolétariat au nom de «l'état du peuple tout entier», Mao Tsé-toung montra sa nécessité en rappelant que la lutte de classes se poursuit sous le socialisme, et cela dès 1957. Dans cette lutte contre le révisionnisme soviétique, le PCC et Mao Tsé-toung luttent pour l'unité du Mouvement communiste international. Par exemple, aux deux conférences des Partis communistes à Moscou en 1957 et 1960, Mao Tsé-toung combattit pied à pied les thèses révisionnistes tout en tentant de maintenir l'unité du camp socialiste. Ainsi, malgré les attaques portées par le PCUS contre la Chine et le PCC dès 1960, le Parti communiste chinois ne critiqua pas publiquement et nommément le PCUS avant 1963.

Ainsi, loin de s'apparenter à une attitude hésitante ou à un manque de fermeté dans la lutte contre le révisionnisme soviétique, comme l'affirme la direction du PTA, la politique menée par le PCC en direction du PCUS visait à mener jusqu'au bout le débat au sein du Mouvement communiste international en s'appuyant sur toutes les possibilités qui pouvaient se faire jour.

□

Calomniant la grande révolution culturelle prolétarienne, le PTA affirme : «La révolution culturelle, dans la plupart des cas, dans son esprit comme dans son action, se développa comme une lutte non conforme aux principes, qui n'était pas conduite par un véritable parti de la classe ouvrière qui combattait pour l'instauration de la dictature du prolétariat. Ces affrontements entre groupes fractionnistes se terminèrent ainsi en Chine par l'instauration d'un pouvoir aux mains d'éléments bourgeois et révisionnistes.»

Le PTA nie ainsi les acquis considérables de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne : déclenchée et dirigée par le camarade Mao Tsé-toung en personne, elle a permis par la mobilisation des larges masses populaires de triompher des tentatives de restauration du capitalisme, elle a renforcé l'édification du socialisme et enrichi la théorie marxiste-léniniste sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Elle constitue un apport considérable à l'expérience révolutionnaire du prolétariat international.

Mais le PTA ne nie pas seulement les acquis de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Il nie l'existence de la lutte entre deux lignes au sein du Parti. Pour le PTA, ce qui caractérise le Parti communiste, c'est son «unité monolithique et le fait qu'il n'a toujours qu'une seule ligne, toujours juste et marxiste-léniniste». Le PTA nie ainsi les apports décisifs de la pensée maotsetoung concernant les liens d'unification du Parti et lui substitue une vision métaphysique et figée de cette édification.

Dans un discours en date du 8 novembre 1978, Enver Hoxha pousse encore plus loin ses attaques contre le marxisme-léninisme et le maoïsme en affirmant que «la Chine n'a pas été et n'est pas un pays socialiste (ATA du 9/11/78 P. 21) et en traitant le maoïsme de «prétendue pensée maotsetoung, qui ne peut être ni n'a jamais été marxiste-léniniste» (ATA DU 9/11/78 P. 23). Il dévoile ainsi sans ambiguïté l'objet des attaques répétées du PTA contre la République populaire de Chine et le PCC : c'est l'œuvre et la pensée de Mao Tsé-toung, ses apports décisifs à l'enrichissement de la théorie marxiste-léniniste, ce sont les enseigne-

ments mêmes de l'édification du PCC pendant plus de 50 ans qui sont niés, calomniés.

Ce sont des dizaines d'années de lutte du Parti communiste et du peuple chinois pour l'édification du socialisme qui sont ainsi trainés dans la boue.

Ainsi, la négation des apports de la pensée maotsetoung, le refus de la reconnaissance des insuffisances et erreurs de Staline, les divergences d'ordre théorique entre le PTA et les marxistes-léninistes notamment sur la question de l'édification du Parti, constituent des fondements essentiels de l'évolution négative et dangereuse des positions politiques du PTA.

En dénaturant l'œuvre et la pensée maotsetoung, en calomniant la politique menée de longue date par le Parti communiste chinois et en qualifiant aujourd'hui la République populaire de Chine «d'impérialisme» menant une «politique de superpuissance» qui conduit à une troisième guerre mondiale, les dirigeants albanais se sont placés d'eux-mêmes en dehors et à l'opposé du point de vue et des positions marxistes-léninistes.

□

Dans la situation internationale actuelle, les prises de position anti-chinoises du PTA servent à couvrir les visées hégémoniques du social-impérialisme soviétique.

● Lorsque le PTA affirme que l'Europe ne constitue en rien l'enjeu stratégique de la rivalité des deux superpuissances, que l'URSS frapperait certainement ailleurs, ou lorsqu'il déclare que «l'impérialisme chinois veut précipiter l'Europe dans une conflagration», au-delà du caractère inadmissible et odieux d'une telle caractérisation de la République populaire de Chine, le PTA ne tente-t-il pas de désarmer les peuples d'Europe face aux préparatifs de guerre des deux superpuissances, ne favorise-t-il pas, en fait, les plans d'agression du social-impérialisme soviétique ?

● Lorsque le PTA affirme que la politique de la Chine dans les Balkans vise «à troubler la situation actuelle dans cette zone, à créer des inimitiés entre les peuples des Balkans et à pousser une troisième guerre mondiale», dit-il autre chose que les révisionnistes soviétiques lorsqu'ils attaquent la Chine ?

● Le soutien apporté au Vietnam le jour même où il adhère au COMECON et la reprise mot pour mot des accusations soviétiques suivant lesquelles, c'est la Chine qui provoquerait le conflit entre le Vietnam et le Cambodge, ne témoigne-t-il pas d'une évolution inquiétante de la politique du PTA ?

● Quand le PTA dénonce le traité d'amitié sino-japonais parce qu'il a «une couleur anti-social impérialiste», ou lorsqu'il divise les pays du Tiers Monde en qualifiant certains de «progressistes», qu'est-ce qui distingue ces positions de celles de l'Union soviétique ?

□

Le PTA peut bien maintenir un discours en apparence anti-social impérialiste, quel poids a-t-il lorsqu'il concentre l'essentiel de ses coups contre la Chine, reprend les attaques les plus virulentes de l'URSS contre le Parti communiste chinois et la République populaire de Chine, manifestant ainsi une évidente convergence avec la position du social-impérialisme soviétique sur les problèmes essentiels de la situation internationale ?

Notre Parti condamne énergiquement la polémique engagée par le Parti du Travail d'Albanie contre la politique du Parti communiste chinois qui constitue en fait une attaque contre le marxisme-léninisme et tous les partis marxistes-léninistes dans le monde.

# LES COTES COMPARÉES DE MITTERRAND ET ROCARD

● Au moment où le PS est en proie à des débats animés dont l'horizon, souvent non avoué, est l'élection présidentielle de 1981, le Monde publie deux sondages de la SOFRES sur l'impact dans l'opinion de Mitterrand et de Rocard.

Il en ressort les constatations suivantes : les électeurs, toutes tendances confondues, considèrent Rocard comme un meilleur candidat que Mitterrand pour l'élection présidentielle. Cette tendance se remarque tant chez les électeurs de gauche (PCF : 37 % pour Rocard contre 30 % pour Mitterrand ; PS : 43 % Rocard contre 38 % Mitterrand) que de droite (UDF : 52 % Rocard contre 18 % Mitterrand ; RPR : 40 % Rocard contre 21 % Mitterrand). Ces chiffres ne semblent pas bien significatifs, si l'on songe à l'ambiguïté de la question : « que veut dire le meilleur candidat ? » Celui qu'on préférerait voir élu ou celui dont on estime qu'il a plus de chances, indépendamment de l'opinion qu'on en a ?

Peut-être plus significatifs — mais surprenants au premier abord — sont les résultats du sondage sur la question : lequel des deux est le plus à gauche ? Tous les électeurs semblent s'accorder pour considérer Rocard comme plus à gauche que Mitterrand, y compris l'électorat du PCF : à raison de 38 % contre 26 % à Mitterrand. Cette image semble liée à son passé de Secrétaire national du PSU, mais sera sans doute amenée à se modifier au fur et à mesure qu'il précisera ses options politiques.

Un deuxième sondage a été effectué parmi les sympathisants socialistes. La cote de Mitterrand, dans cet électorat, est plus élevée chez les électeurs de plus de 50 ans. En ce qui



concerne les secteurs professionnels, Mitterrand vient en tête (49 % contre 32 %) chez les « agriculteurs et petits commerçants » ainsi que chez les retraités (48 % contre 27 %). Par contre, Rocard le distance de façon écrasante chez les cadres moyens (58 % contre 28 %) et chez les cadres supérieurs (74 % contre 22 %). Ils sont à peu près à égalité chez les ouvriers (41 % pour Rocard, 38 % pour Mitterrand). Autre volet : la cote des candidats selon les préoccupations revendicatives prioritaires. Se prononcent pour Mitterrand ceux qui attachent la priorité à l'augmentation des salaires (41 % contre 29 % à Rocard) ou l'abaissement de l'âge de la retraite (56 % contre 46 % à Rocard). Le député des Yvelines obtient ses succès parmi les électeurs socialistes qui placent en priorité la réduction de l'éventail des salaires (51 % contre 30 % à Mitterrand) et l'amélioration des services sociaux et collectifs (48 % contre 30 % à Mitterrand).

Sans tirer de conclusion hâtive des sondages, toujours sujets à caution, on

peut noter le franc succès qu'obtient Rocard dans les couches de cadres, ce qui correspond assez bien à son image de marque.

Les revendications mises en avant par les électeurs potentiels de Rocard, sont de nature plus « qualitative » que celles avancées par les partisans de Mitterrand.

Il est significatif à cet égard que, pour l'augmentation des salaires, les sympathisants socialistes fassent davantage confiance à Mitterrand, lorsqu'on sait l'opposition que Rocard avait manifesté par rapport à l'inclusion du SMIC à 2 400 F dans la déclaration des partis de gauche.

## Le PCF et les travailleurs immigrés

# UN DOUBLE LANGAGE

● Le PCF vient de tenir une « semaine de lutte et de solidarité » avec les travailleurs immigrés. Il prétend s'opposer à la « politique anti-immigrés » du pouvoir. Sa pratique, notamment dans la dernière période, vient de contredire ces fortes affirmations. Un document interne, révélé par Libération, en porte confirmation.

Malgré l'annulation par le Conseil d'État des mesures visant à stopper l'immigration et à organiser des expulsions massives, le gouvernement a fait connaître sa volonté de passer outre, en particulier de ne pas renouveler la totalité des titres de séjour (au

nombre de 500 000) qui arrivent à expiration en 1979. Le PCF protesterait-il contre ces mesures pour en exiger l'annulation ? Il ne va pas jusque là, mais se borne à demander un débat à l'Assemblée.

La seule perspective, à part ce débat à l'Assem-

## Sanctions à l'université de Vincennes

Mercredi, une partie du personnel de l'université de Vincennes s'est réunie pour examiner les problèmes qui le concernent :

- Retrait de salaires et lettres de sanctions ;
- Notation des personnels arbitrairement « rectifiée » par le président d'université, Merlin ;
- Licenciement arbitraire décidé par le Bureau du conseil contre un de leurs collègues, travailleur du nettoyage.

L'A.G. a appelé à un débrayage pour ce jeudi 30 novembre, pour protester contre ces mesures et en solidarité avec leurs collègues secrétaires de sociologie en grève (dont l'un a engagé une grève de la faim depuis mercredi).

La lutte du personnel de Vincennes contre ces mesures est directement liée à la lutte pour que Vincennes reste à Vincennes : si on licencie le personnel, comment pourrait-on se battre pour le maintien de l'université sur place ?

Les étudiants et les enseignants s'intègrent progressivement à l'action. Jeudi matin, une A.G. d'un millier d'étudiants s'est tenue pour exprimer sa solidarité avec la lutte des personnels. L'A.G. a exigé la démission du président Merlin et l'arrêt des mesures répressives.

Correspondance

Achetez  
le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque

## 25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

<b>Vitry</b>	
Ventes .....	186
<b>Pau</b>	
Ventes .....	105
Un syndicaliste CGT .....	8
<b>Hérouville</b>	
M.G. ....	100
<b>Vandœuvre</b>	
Ventes .....	20
Une enseignante .....	60
Un camarade .....	50
Un syndicaliste .....	40
<b>Longwy</b>	
C.I. ....	150
<b>Antun</b>	
G.C. ....	300
<b>Grenoble</b>	
F.B. ....	600
<b>Montbéliard</b>	

Collecté .....	700
Vente .....	10
Un retraité révolutionnaire .....	50
Un ouvrier de Peugeot .....	20
<b>Belfort</b>	
Un jeune de l'UCJR .....	10
<b>Besançon</b>	
Un sympathisant .....	50
Soutien politique .....	10
Vente .....	10
Un ouvrier de Weil .....	10
Collecté par des camarades .....	1 000
J.L.S. ....	190
<b>Les Mureaux</b>	
G.V. et C.D. ....	100
<b>Total</b> .....	3 779
<b>Ancien total</b> .....	221 340
<b>NOUVEAU TOTAL</b> .....	225 119

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse

Nom : .....

Adresse : .....

Établir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F  
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

blée, consistera à appeler « tous les travailleurs français et immigrés à renforcer leur vigilance et l'organisation de la défense des travailleurs immigrés, partout où c'est nécessaire ». Ce qui est un peu vague quant aux objectifs exacts : revendique-t-on, oui ou non, l'arrêt des expulsions ?

Le flou est entretenu sur ce point, et sans doute volontairement. Les propositions du PCF en matière d'immigration sont en effet favorables à un « véritable contrôle de l'immigration ». Dans les municipalités dirigées par lui, notamment dans la banlieue parisienne, les élus révisionnistes sont les premiers à réclamer une limitation du nombre d'immigrés, et à adresser des suppliques aux préfets dans ce sens.

La duplicité du PCF dans ce domaine est éclairée par un texte interne de sa fédération des Bouches du Rhône, publié par Libération. La commission fédérale de l'immigration de ce parti tire un bilan sévère de l'action du PCF en direction des travailleurs immigrés, en citant les faits suivants :

- A la suite d'un attentat raciste survenu le 23 novembre 1977 à Marseille et dont l'auteur est un policier, une manifestation est appelée par l'extrême gauche et diverses organisations anti-racistes. Le PCF (et la CGT) en sont absents. « Cette manifestation sera mentionnée en trois lignes dans la Marseille à la rubrique... des faits divers ».

- Les membres de cette commission fédérale dénoncent la même passivité du PCF dans l'affaire de la prison d'Arcis ;

- Le PCF entretient dans ses propres rangs la division entre les différentes nationalités de travailleurs immigrés : la commission ayant proposé de mettre sur pied une commission maghrébine, se voit répondre par la direction qu'il n'en est pas question, « car les problèmes posés par les différents pays du Maghreb ne sont pas tous les mêmes. Il y a des pays amis de notre parti comme l'Algérie. D'autres qui lui sont hostiles, Maroc, Tunisie ».

Selon Libération, Herminier, député des Bouches du Rhône et ci-devant membre du Bureau politique, a traité les membres de cette commission « d'anti-parti et d'ordures ». Ce qui ne consiste guère une réponse aux faits précis avancés par ses propres camarades de parti.

Mais c'est clair : la lutte des travailleurs immigrés n'intéresse le PCF que dans la mesure où elle lui permet de réaliser quelques adhésions, comme lors de sa « campagne », passée bien inaperçue. Pour le reste, c'est la calomnie et le dénigrement contre les travailleurs immigrés qui prennent leurs luttes en main sans s'en remettre à lui, comme les résidents des foyers Sonacotra, qu'il qualifiait encore récemment de « gauchistes » et de « minoritaires ».

F. N.

## INFORMATIONS GENERALES

Pau, cité de l'Ousse des bois

## 550 APPARTEMENTS SANS CHAUFFAGE

Depuis le 15 octobre, 550 appartements, soit les 2/3 des habitants de l'Ousse des Bois, sont privés de chauffage.

En effet, dans le cadre de la «rénovation», la SBEMH (propriétaire de la cité) a engagé des travaux d'installation du chauffage central, qui doit remplacer l'ancien système par propulsion d'air chaud.

Pour diverses raisons ces travaux ont commencé avec retard, et à ce jour ne sont pas encore terminés.

Des complications sont apparues en cours de réalisation :

— «On» s'aperçoit brusquement que les chaudières ne répondent plus aux normes de sécurité.

— «On» n'a pas tenu compte du fait que le nouveau système nécessite une augmentation de la pression de l'eau, à laquelle les canalisations, mal isolées et usées, n'ont pas résisté.

Dans les appartements les épreuves d'étanchéité

n'ont pas été faites et des fuites d'eau ont été constatées par de nombreux locataires.

Conséquences : L'Ousse des Bois est à nouveau un immense chantier :  
— des tranchées partout,  
— des rues coupées.

Près de 2 000 personnes n'ont pas de chauffage, ce qui entraîne :

— Aggravation des conditions d'habitation déjà déplorables : froid et humidité.

— Maladies et frais médicaux, les premiers touchés sont les jeunes enfants et les personnes âgées.

— Achats d'appareils de chauffage d'appoint donc consommation anormale d'électricité ou de gaz, sans compter d'autres désagréments tels que le linge qui ne sèche plus, etc.

Tout cela est beaucoup pour des familles à revenu modeste (ouvriers, chômeurs...)

Les habitants de l'Ousse

des Bois ont déjà exprimé leur mécontentement en signant massivement des pétitions...

La SBEMH et la municipalité, principaux actionnaires, doivent prendre leurs responsabilités, face à une situation parfaitement prévisible.

Le Comité de quartier propose :

— Que l'Ousse des Bois soit considéré comme zone sinistrée, grâce à une intervention du maire auprès du préfet, ce qui permettrait la réquisition d'entreprises pour accélérer les travaux (jour et nuit) et de faire face aux besoins les plus urgents.

Un juste dédommagement pour tous les habitants qui ont été et qui sont encore privés de chauffage. Il faut que cesse ce scandale.

Communiqué du Comité de Quartier de l'Ousse des Bois

## «LEGITIME DEFENSE» REVE D'UN BAGNE

«Il faut créer un bague dans les territoires d'Outre-mer». C'est la demande

qui vient de formuler l'association «Légitime Défense» dans une lettre ouverte

adressée aux parlementaires. «Notre population est journalièrement soumise à la violence et au laxisme volontaire de certains magistrats, ayant pour principal objectif de détruire notre société libérale» (sic) écrit François Romeiro. Selon «Légitime Défense» un bague permettrait le retrait des délinquants du circuit public en les réinsérant dans un milieu productif où une étroite surveillance et l'apprentissage de l'effort laborieux ne risqueraient pas de leur provoquer de nouvelles et trop faciles tentatives de récidiver leurs mauvais coups.

Cette lettre qui n'est pas faite pour étonner, quand on connaît la nature politique d'un tel mouvement, est intéressante dans la mesure où elle vient appuyer un rumeur selon laquelle le ministre de la Justice envisagerait de créer un bague à Clipperton un îlot de 6,2 kms inhabité, situé dans le Pacifique à 1 300 kilomètres des côtes américaines. La Chancellerie qui dément cette information, avoue qu'il y a bien eu recherche... Repronant la balle au bond, Romeiro enfonce le clou pour avoir un bague. Un exemple assez révélateur en tout cas du rôle de groupe de pression de l'association pour accélérer la mise en place d'une politique plus répressive, qui de toute manière est envisagée, organisée et planifiée par la bourgeoisie au pouvoir.

## Une bataille pour l'interprofessionnelle

Une discussion intéressante s'est déroulée à Grenoble sur le problème des Unions Locales à l'occasion de l'amendement aux statuts confédéraux précisant leur rôle dans la CGT.

«L'Union départementale constitue avec l'aide des fédérations et des syndicats concernés dans chaque centre d'activité économique, des Unions Locales auxquelles adhèrent les syndicats, les sections syndicales d'entreprise ou d'établissements du secteur géographique considéré (...). Elle est un élément essentiel pour organiser et impulser le renforcement de la CGT et lui donner toute l'ampleur nécessaire sur son territoire. Les syndicats et sections syndicales doivent veiller à ce que leur Union Locale dispose des moyens indispensables à son activité. Le règlement régulier d'une cotisation autofixée par les instances statutaires de l'Union locale est une obligation».

De nombreux syndicats de grandes entreprises sont intervenus contre l'extension du rôle des Unions locales : Métaux la Cour-

neuve et Montreuil, livre parisien, communaux de Montreuil et Rosny sous Bois, Métaux d'Eure et Loire... Leur argumentation était double : ils le refusaient du fait de leur propre capacité d'action, les UL n'étant pas nettement ressenties comme un impératif ou une aide réelle. Mais ils avaient peur en outre de voir certaines sections d'entreprise prendre du champ si elles pouvaient être reliées et cotiser directement à l'UL. Mais les Unions locales trouveront leur défenseur dans un nombre bien plus important de syndicats : des PME, des sections départementales de syndicats nationaux de la fonction publique, des secteurs ouvriers du bois, du bâtiment, et du textile, des retraités... mais aussi des communaux ou du Livre de province sur la base de leur expérience. Le rapporteur Georges Pompey devait dénoncer «ceux qui déclarent soutenir la résolution de la conférence de Massy sur les UL de l'an dernier mais du bout des lèvres, et veulent s'arrêter

à mi-chemin en leur refusant les moyens financiers nécessaires à leur activité». Il réclamait un vote de principe avec, en filigrane, l'accusation de corporatisme à l'encontre de gros syndicats. Avant cela, un délégué de Briey (Meurthe et Moselle) s'en prenait à «ceux qui connaissent les UL mais plus pour cotiser».

Mais surtout quelques intervenants faisaient remarquer à juste titre que derrière le débat «technique» sur le rattachement des sections d'entreprise aux UL, c'est bien «un choix politique», «une certaine conception de comment pratiquer la démocratie dans les questions de structure et faire rayonner la CGT» (Chimie Vénisieux, Santé de Communaux de l'Isère, UL de Mégnac...). Et c'est finalement par un score moins net que sur d'autres questions qu'en fin de compte, le Congrès éternisera le rôle accru des UL. Résultat du vote : 1 091 712 pour, 85 578 contre, abstention : 57 609.

## Une commission exécutive à l'image du Congrès ?

Jeudi avait lieu l'élection de la commission exécutive de la CGT, organe de direction de la confédération entre les Congrès. Le Comité confédéral national composé des secrétaires généraux des fédérations et des Unions départementales avait décidé qu'il y aurait 93 membres à cette commission exécutive, plus 7 à la commission de contrôle financier. Le Comité confédéral national avait retenu 100 candidats, ce sont ceux-là exactement qui ont été élus. Mais au-delà d'une analyse plus détaillée des résultats obtenus par chacun, analyse qui reste à faire à cette heure, une constatation s'impose.

Sur la liste même des propositions retenues par le CCN, il y avait peu de femmes : 26 seulement

(contre 29 sortantes), assez peu de nouveaux candidats (27 % contre 33 au précédent congrès), très peu d'immigrés (5). Par ailleurs, on pouvait remarquer que Alain Guinot, du centre confédéral de la Jeunesse, la directrice d'Antoinette et Marius Apostolo, responsable du secteur immigré, avaient été écartés.

Mais l'éviction la plus remarquable fut bien sûr celle de Frischmann, secrétaire général de la puissante fédération des PTT. La plus remarquable, parce qu'il s'était illustré au cours même du Congrès par ses positions hostiles à l'ouverture (cf QdP de mercredi). Malgré les propos enfoncés par Allamy, secrétaire confédéral qui présentait et expliquait la liste rete-

nué par le CCN, personne n'a été dupe ! Frischmann, lui-même s'est chargé de prouver qu'il s'agissait bien d'une éviction par son attitude quand on parlait de sa candidature : assis quand tout le monde était debout, n'applaudissant pas, il montrait à l'évidence qu'il avait été tout simplement mis au rancart.

Il ne faudrait pourtant pas en conclure que cette éviction est beaucoup plus qu'un symbole de la part de la direction ; il reste encore assurément d'autres responsables sur les mêmes positions dans la nouvelle Commission exécutive. La manière dont s'est présenté le débat sur le rapport d'orientation n'en est-il pas la meilleure démonstration ?

40<sup>e</sup> Congrès de la CGT LES LIMITES DE L'OUVERTURE

## Un Congrès qui a bien besoin d'être «conquérant»

«La représentation au 40<sup>e</sup> congrès de la CGT reflète-t-elle les composantes sociales réelles de l'ensemble de la confédération ? L'état actuel des précisions apportées par le rapport financier et la commission des mandats ne permettent guère de répondre à cette question. Tout au moins cela appelle-t-il une assez vive interrogation lorsqu'on entend Dumec, rapporteur sur les mandats du

Pour ce qui est du Congrès lui-même, sur 1 534 délégués proprement dit (224 représentants du Comité Confédéral National sortant étant membres de droit du Congrès par ailleurs), on retrouve 325 femmes seulement, soit 57 de moins encore qu'en 1975. Et si la moyenne d'âge du Congrès est assez jeune (35 ans), les délégués de moins de 25 ans sont moins nombreux qu'au 39<sup>e</sup> Congrès (119 au lieu de 232). De cela, la confédération s'est tout de même inquiétée. Mais elle s'est félicitée de la large représentation «en pleine croissance» des employés (298) ou agents de maîtrise (107)... alors que les ouvriers ne représentent qu'une petite moitié des congressistes (et à condition encore de prendre pour tels les permanents syndicaux d'origine ouvrière). C'est là un véritable problème dont a témoigné par ailleurs le flot d'interventions de l'UGICT dans ce Congrès. Par ailleurs, il est intéressant de noter que 881 délégués ont pris des responsabilités dans la CGT depuis 1968 seulement mais que presque tous sont déjà passés en formation syndicale. En fait, 947 délégués sur 1 534 cumulent des

mandats syndicaux de divers ordres et reflètent une certaine difficulté dans la diffusion des mandats syndicaux de divers ordres et reflètent une certaine difficulté dans la diffusion des responsabilités et une prise en charge large des tâches syndicales au sein de la CGT. Mais le plus gros point négatif n'est-il pas dans la sous-représentation immigrée (44 délégués) dénoncée notamment par des délégués de la construction et du bâtiment ?

création de «bases syndicales nouvelles» (969 de plus en trois ans), il n'en est pas de même des adhérents ! Un retard de 40 000 cartes est constaté en 1977 par rapport à 1976. Onze mois après la clôture de l'exercice 1977, des cartes ne sont toujours pas rentrées... Sur 2 043 404 adhérents actifs revendiqués en 1976, seuls 1 280 025 syndiqués sont effectivement représentés au Congrès avec leurs timbres à jour, au titre d'un peu plus de 14 000 syndiqués (sur 16 929 revendiqués en fait).

Un travail patient et détaillé de recoupement des données reste à faire, pour préciser l'ampleur de cette courbe de syndicalisation déficiente. D'autant que dans certains départements, la préparation du 40<sup>e</sup> Congrès ne semble guère avoir amené de courants d'adhésions nouvelles ! C'est ainsi que seuls dix départements ont réalisé plus de 1 % d'augmentation depuis le 1<sup>er</sup> novembre, au titre de l'exercice 78-79 qui s'est ouvert. Et il y a de quoi réfléchir sérieusement, d'autant qu'aucune explication n'a été proposée sur la chute, parallèle, des voix CGT aux élections professionnelles notamment depuis janvier

1978, marqué par un recul de - 1,85 % dans le secteur privé en date de mai 1978...

Bien sûr Georges Séguay a proposé sept raisons pour ce phénomène d'érosion de la syndicalisation : la déception de mars 78, le chômage, l'effort militant insuffisant, la répression patronale, «le déchaînement des campagnes de calomnie, de dénigrement contre la CGT», les «nouvelles méthodes patronales de résistance à l'activité syndicale à l'entreprise, des défauts et insuffisances de notre propre travail syndical». Mais le syndicat CGT des journalistes a su quant à lui soulever deux autres raisons non négligeables : «L'image de marque de la CGT» et de ce point de vue, la manière dont a été et est encore perçu l'alignement de fait de positions CGT sur celles, successives, du PCF...

Aux syndicats désormais, de débattre de cet ensemble de raisons, de les confronter à leur pratique propre et d'imposer à large échelle les bases d'une syndicalisation nouvelle, sur des bases de lutte de classes : par la lutte, faisant en sorte que la CGT puisse être un outil aux mains de tous les travailleurs, avec «audace» !

## Le rapport d'activité n'a pas donné lieu à un réel débat

Présenté par Gérard Ganuré, président de séance (UGICT Métaux, PS) le rapport d'activité n'a été en fait qu'évoqué pour le vote d'une motion donnant la direction confédérale sortante sur «son activité et les initiatives prises depuis le 39<sup>e</sup> congrès». Rondement mené le «débat» s'est résumé à une intervention hostile de Gérard Legrand intervenant au nom d'IBM SNECMA et Métaux d'Ivry Corbeil, qui a critiqué tant certaines prises de position de la direction confédérale en 1978 que l'organisation même du débat sur l'activité avant et dans le congrès.

Les syndicats critiqués se sont exprimés essentiellement dans le vote de ce qu'ils ont voté. Certes, une très large majorité est apparue en faveur du bilan confédéral (1 296 944 voix sur 1 336 521 suffrages exprimés) mais l'opposition a été une des plus notables enregistrées depuis longtemps (10 372 contre et 29 205 abstentions...). «Beaucoup de ces votes hostiles ont été largement explicités dans des tribunes préalables au Congrès et dans le débat général» devait expliquer un responsable confédéral à propos de l'absence de débats en séance sur ce rapport.

## Comment Krasucki oriente le débat

La journée de jeudi était marquée par la discussion et le vote sur les différents textes du congrès : rapport d'activité, texte d'orientation et programme d'action. Le débat sur le texte d'orientation qui avait pour rapporteur Krasucki lui-même, bien aidé par le président de séance Alazard, de l'U.D. de Paris, a été particulièrement pénible. Jamais le responsable de la Vie Ouvrière ne se donna le moindre mal pour répondre au grand nombre de délégués dont les amendements n'ayant pas été retenus par les commissions, et qui venaient les défendre au micro, ou demander des explications. Jamais il ne leur fut répondu sur le fond. Jamais Krasucki ne fit le plus petit effort pour tirer toutes les conséquences de ce qu'a déjà apporté le 40<sup>e</sup> Congrès. Lui qui avait pourtant

pris la précaution, dans la dernière Vie Ouvrière d'avant le Congrès, de faire un éditorial avec Duhamel, en forme d'autocritique, reconnaissant qu'il y avait des manquements à l'indépendance et à la démocratie, a délibérément ignoré, pendant tout ce débat, les exigences de démocratie qui se sont fait jour : il répond avec mépris qu'on ne va pas faire un bêtin, que chacun ne va pas rajouter «sa» ligne, et il dit qu'on parle de ce qui est en question dans un autre chapitre, ou que la chose a déjà été vue dans le rapport d'activité, ou qu'on a toujours dit ainsi, au précédent Congrès, et on a de la suite dans les idées...»

Pour lui, comme on dit, les chiens aboient, la caravane passe, le 40<sup>e</sup> Congrès n'a pas changé grand-chose.

## «Vie Ouvrière» une chute confirmée

«Les services de presse de la CGT ont déployé pour ce 40<sup>e</sup> Congrès un effort technique et financier de grande ampleur. Tout est fait (stands accrocheurs et omni-présents, incessante diffusion de prospectus et bons de commande) pour promouvoir la presse confédérale, plus spécialement la Vie Ouvrière. Et il est vrai que le journal que dirigeait autrefois Gaston Montmousseau et que Frachon illustra pendant la Résistance a bien du mal à «gagner des milliers de consciences à la CGT» aujourd'hui».

Le bureau confédéral et plus particulièrement Henri Krasucki chargé du contrôle de la Vie Ouvrière a, en vain, lancé de multiples appels pour une bataille de la diffusion. La dernière en date du 13 - 11 - 78 propose une diffusion exceptionnelle du compte rendu du 40<sup>e</sup> Congrès qui risque, cependant de connaître un

meilleur écho vu l'importance des travaux. Mais il y a tout de même matière à réflexion sur l'outil que peut représenter la Vie Ouvrière pour la lutte syndicale actuellement quand on apprend que sur l'effectif syndiqué : au moins 1 800 000 adhérents (et de 2 300 000 officiellement revendiqués par la confédération) on ne relève que 157 600 lecteurs réguliers de la Vie Ouvrière par semaine en 1978. D'autant que cela constitue déjà une perte sèche de 12,4 % sur 1977 (179 900 de moyenne hebdomadaire). La plus forte édition spécialisée par branche, celle des métaux, n'est que de 42 200 exemplaires par semaine avec 18 aussi une chute de 8,7 % par rapport à 1977. Seule la Vie Ouvrière «Spécial impôts» traditionnelle échappe à ce marasme avec une diffusion de 1 546 000 exemplaires. Mais c'est encore peu comparé aux 4 millions d'électeurs revendiqués par la CGT. Des secteurs apparaissent plus particulièrement à la traîne. C'est l'union des fédérations de fonctionnaires (moins 32,9 %, la construction (moins 23,1 %) ou l'habillement (moins 28,1 %). Mais surtout... la FFTL (Livres CGT) avec moins de 35,6 %. Au plan départemental, c'est dans le Nord (- 1 153 exemplaires), le Rhône (- 1 323), et surtout Paris (- 3 375) et la région parisienne (pour le 93, - 924, pour le 94 - 989). C'est dans ces endroits que les reculs se font le plus sentir en chiffres absolus. Quelques bonnes surprises pour la CGT sont par contre enregistrées dans les Hautes Pyrénées (+ 25,7 %), la

Charente Maritime (+ 22,2 %) dans un ensemble décidément peu flatteur.

«Alors» s'interrogent de nombreux congressistes, «à quoi attribuer cette baisse ?». «Ne va-t-on pas trop souvent à la bataille idéologique à l'arme blanche... il faut adapter notre activité au terrain» affirme un responsable de l'UD de Gironde. «Il faut en finir avec la phraséologie dans notre presse et nos tracts... La CGT a besoin de promouvoir un véritable syndicalisme de masse, avec l'avant garde adaptée, plus près des travailleurs», disent les syndicats CGT de l'aéroport de Paris et des

ARCT de Roanne. Mais surtout beaucoup d'affaires sociales de Nantes, chercheurs du CENG, ONIC, SNJ CGT et Jeanine Parent de la Commission Exécutive par exemple) pensent qu'il y a un «malaise dans l'information» qui tiendrait à la forme, à la présentation mais aussi au fond et qui appelle d'une manière ou d'une autre la généralisation des tribunes libres et débats dans la presse syndicale CGT. Là est sans doute le vrai problème en effet de la stagnation de la Vie Ouvrière, celui en tout cas qui devra préoccuper les militants CGT de l'après congrès.

## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

### A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml
  - *Pékin information*
  - *La Chine en construction*
  - Réception du *Manifeste pour le Socialisme*
- et à un livre ou un disque au choix (pour chaque réabonnement, un cadeau supplémentaire au choix)

### PARMI LES LIVRES

#### — LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

ou

- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse).
- *Salair aux pièces* (Miklos Harastzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir* (Collectif «école formation» de Grenoble)
- *Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronique danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

### PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays d'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée noire).

### LIBRAIRIES

- |                            |                                      |
|----------------------------|--------------------------------------|
| <b>Arras</b>               | <b>Le Mans</b>                       |
| Librairie Brunet           | Lib. La Taupe (10 %)                 |
| 21 rue Gambetta            | 2 quai amiral Lalande                |
| <b>Aix en Provence</b>     | <b>Lyon</b>                          |
| Librairie quotidienne      | Librairie populaire                  |
| 5 rue Félibre Gault (10 %) | 226 rue Duguesclin (3 <sup>e</sup> ) |
| <b>Besançon</b>            | (10 %)                               |
| Lib. Les sandales          | <b>Metz</b>                          |
| D'Empédocle                | Librairie Géronimo                   |
| Place Victor Hugo          | Rue du Pont des Morts                |
| 138 Grande rue (10 %)      | (10 %)                               |
| <b>Bourges</b>             | <b>Montluçon</b>                     |
| Lib. Nathanaël             | Le bouillon de culture               |
| 4, cours Avaricum          | 15 rue Barathon (10 %)               |
| <b>Brest</b>               | <b>Nice</b>                          |
| Lib. Graffiti (10 %)       | Le Temps des Cerises                 |
| Place Saint Louis          | 50 bd de la Madeleine                |
| <b>Caen</b>                | (10 %)                               |
| La Licorne (10 %)          | <b>Nantes</b>                        |
| Rue Froide                 | Librairie 71 (10 %)                  |
| <b>Clermont Ferrand</b>    | 50 bd de la Madeleine                |
| Lib. Jean Rome (10 %)      | <b>Orléans</b>                       |
| 1 rue des Gras             | Les temps modernes                   |
| <b>Evreux</b>              | rue N.D. de Recouvrance              |
| Lib. Dubois-Dehayes        | (5 %)                                |
| rue Chartraine (5 %)       | <b>Quimper</b>                       |
| <b>Grenoble</b>            | Calligrammes                         |
| Le livre ouvert            | 23 rue du Sallé (10 %)               |
| Cours Fontaine (10 %)      | <b>Perpignan</b>                     |
| <b>La Rochelle</b>         | Le Futur antérieur                   |
| Lib. La Genette (5 %)      | 5 rue du Théâtre (10 %)              |
| Rue Rougemont              | <b>Reims</b>                         |
|                            | Le grand jeu                         |
|                            | 20 rue Colbert                       |

### CINÉMA

- |   |                                   |
|---|-----------------------------------|
| <b>Paris</b>                            | <b>Le Canut</b>                   |
| Saint-Séverin                           | 32 rue Leynaud (1 <sup>er</sup> ) |
| 12 rue Saint Séverin (5 <sup>e</sup> )  | Tarif étud.                       |
| Tarif étudiant : 10 F                   | <b>Nancy</b>                      |
| <b>La Clef</b>                          | Art et Essai cameo                |
| 21 rue de la Clef (5 <sup>e</sup> )     | 16 rue de la Commanderie          |
| Tarif étud.                             | Tarif étud : 10 F                 |
| <b>Seine Cinéma</b>                     | <b>Metz</b>                       |
| 8 rue Frédéric Sauton (5 <sup>e</sup> ) | Ciné 35 - Le Pax                  |
| Châtelet-Victoria                       | 31 rue de Verdun                  |
| 19 rue Victoria (1 <sup>er</sup> )      | <b>Perpignan</b>                  |
| Tarif étud.                             | Art et Essai                      |
| <b>Lyon</b>                             | Le cinématographe                 |
| Cinématographe                          | 8 rue d'Iena                      |
| 44 cours Suchet (2 <sup>e</sup> )       | <b>Strasbourg</b>                 |
| Tarif collect.                          | Le Club                           |
| (5 tickets : 40 F)                      | 3 rue du Vieux                    |
|   | marché aux vins                   |

Nom (en capitales).....  
Prénom.....  
Ville.....

Date :  
Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Mode de versement : — en une fois  — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

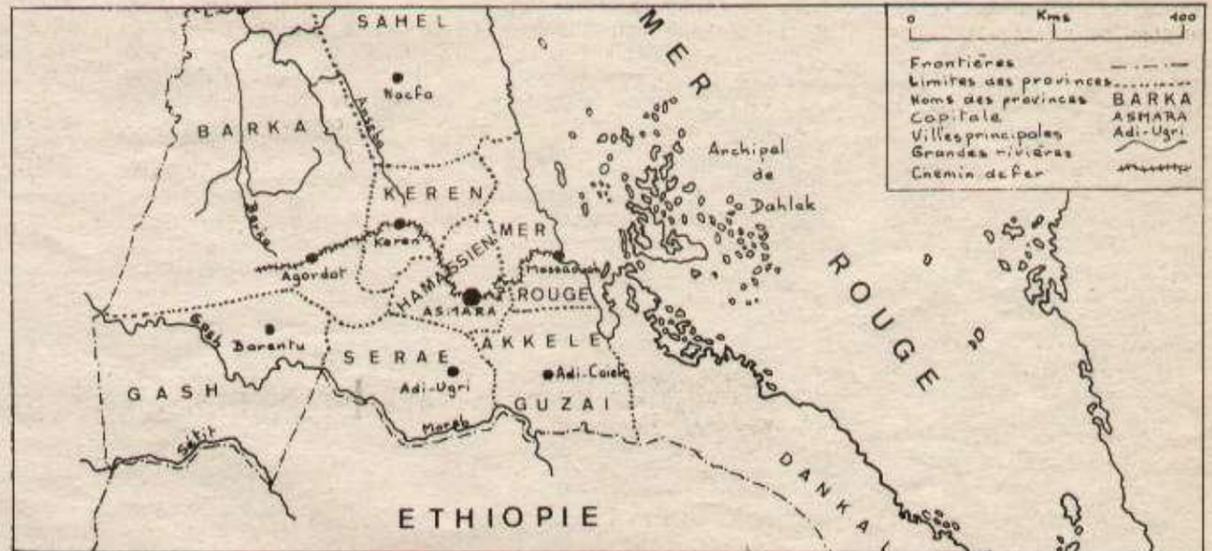
Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## INTERNATIONAL

# CONFERENCE DE PRESSE DU FPLE «AUCUNE OFFENSIVE NE PEUT ANÉANTIR NOTRE PEUPLE»

● C'est un cri d'alarme que Nafi Kurdi, représentant en France du Front populaire de libération de l'Erythrée a lancé devant les journalistes et les organisations politiques et syndicales présentes à sa conférence de presse jeudi 30 novembre. Condamnant vigoureusement la nouvelle offensive soviéto-cubaine déclenchée depuis le 18 novembre

dernier qui s'abat actuellement sur le peuple érythréen, le FPLE a insisté sur la gravité de la situation pouvant déboucher sur l'internationalisation du conflit tout en réaffirmant la volonté du peuple érythréen de lutter jusqu'à la victoire c'est-à-dire jusqu'à l'indépendance nationale.



Le représentant du FPLE, dans son exposé introductif, a tout d'abord fait un rapide historique de la lutte du peuple érythréen depuis le déclenchement de la lutte armée le 1<sup>er</sup> septembre 1961. Il explique l'enjeu stratégique que représente l'Erythrée de par sa situation géographique au bord de la mer Rouge et dans la Corne de l'Afrique. Puis il réfuta l'argument selon lequel, d'après le principe de l'intangibilité des frontières, l'Erythrée ne pourrait accéder à l'indépendance comme les autres colonies italiennes après la seconde guerre mondiale. Il rappela qu'en 1962, lorsqu'une «fédération croupion» la liant à l'Ethiopie fut imposée à l'Erythrée, l'URSS s'opposait à cette solution, et soutenait son droit à l'indépendance alors qu'aujourd'hui, aux côtés de l'Ethiopie, elle et Cuba tentent d'écraser le peuple érythréen et sa révolution. «La mémoire leur ferait-elle aujourd'hui défaut ?» s'interroge à juste titre Nafi Kurdi.

### LES MASQUES INTERNATIONALISTES DE L'URSS ET DE CUBA

Il poursuit en affirmant que «bien que les forces du DERG soient puissamment armées et numériquement supérieures, l'URSS a été convaincue que, sans sa participation directe et massive, ces fantoches ne pourraient pas remporter seuls leur guerre d'agression». Ajoutant plus loin : «Dans l'offensive actuelle, les Soviétiques et les Cubains encadrent, dirigent mais surtout participent physiquement aux combats. Ils perpétuent les crimes les plus ignobles contre notre peuple».

Le représentant du FPLE a rappelé qu'il avait pris

acte des déclarations de «bonnes intentions» faites il y a quelques mois par les Soviétiques et les Cubains qui déclaraient être favorables à une solution politique du problème érythréen. Mais il note qu'aujourd'hui «ces assurances s'avèrent n'avoir été qu'un rideau de fumée, destiné à dissimuler les préparatifs de l'agression en cours mais aussi à abuser les forces démocratiques de par le monde. Maintenant les masques internationalistes dont ils se paraient tombent» devait-il ajouter en dressant un tableau complet de la situation militaire sur le Front.

### L'INVASION SOVIÉTO-CUBAINE

13 généraux, 250 officiers supérieurs soviétiques et plus de 2.000 soldats cubains sont engagés du côté éthiopien sans compter les pilotes soviétiques des Mig 23 et des chars T 54 ainsi que les artilleurs cubains qui viennent compléter les forces mobilisées pour écraser la lutte de li-

beration nationale du peuple érythréen.

150 villages ont ainsi été détruits par les bombardements sur la route Asmara-Keren, tous sont rayés de la carte. 40 000 réfugiés sont sans abri et ont tout perdu, ils sont à la charge du FPLE qui accueille 10 000 réfugiés par jour. L'armée populaire s'est retirée de Keren et de l'axe Asmara-Massaouah pour préserver ses forces ; elle n'en a pas moins infligé de lourdes pertes à l'Ethiopie et à ses alliés. 250 blindés sont engagés sur l'ensemble des fronts.

### C'EST UNE GUERRE ENTRE L'URSS ET NOUS

Nafi Kurdi devait réaffirmer sa confiance dans la victoire : «La guerre de libération nationale que nous menons est une guerre prolongée d'un peuple opprimé. Ce n'est pas une offensive, aussi brutale qu'elle puisse être, qui pourra l'anéantir».

En conclusion de son exposé, le représentant du FPLE devait souligner la responsabilité de l'URSS

dans l'offensive contre le peuple érythréen et mettre en garde l'opinion internationale contre l'internationalisation du conflit qui pourrait en résulter : «L'ONU doit se saisir de la situation qui prévaut dans notre pays» devait-il déclarer avant d'en appeler à la mobilisation des forces démocratiques pour qu'elles se solidarisent avec le peuple érythréen et lui apportent toute l'aide dont il a besoin. Répondant à une question sur l'état du Front actuellement, Nafi Kurdi a décrit ainsi la situation : «Nos forces effectuent actuellement un retrait coordonné face aux bombardements à outrance dont nous sommes victimes. Cette guerre n'est pas une guerre entre les forces d'occupations éthiopiennes et le FPLE, c'est une guerre entre l'URSS et nous... S'ils persistent à vouloir nous écraser, l'Erythrée sera leur tombeau».

A propos d'éventuelles négociations avec les dirigeants éthiopiens, le FPLE a défini ainsi sa position : «Si l'Ethiopie veut résoudre ce problème conformément aux droits de notre peuple à l'autodétermination et à l'indépendance, nous sommes disposés à rencontrer les dirigeants éthiopiens là où ils le veulent, sauf à Addis Abeba».

Nafi Kurdi devait dénoncer le black-out organisé par la grande presse qui ne parle de l'Erythrée que lorsque de grandes offensives sont déclenchées. La situation est d'une extrême gravité, car le peuple érythréen s'affronte directement contre l'URSS et Cuba. De l'issue de ce combat dépend l'avenir des peuples de la région. C'est pourquoi le soutien à la lutte du peuple érythréen doit s'amplifier.

Frank ROUSSEL

### Etat des pertes éthiopiennes et russo-cubaines

— **Front Est** : Massaouah-Asmara :  
60 camions militaires détruits  
8 chars détruits, 7 capturés  
30 blindés détruits  
des quantités d'armes ont été saisies  
plusieurs centaines de soldats mis hors de combat

— **Front ouest** : Agordat :  
20 chars détruits et 3 capturés, 102 camions militaires et leur chargement d'armes et de munitions incendiés, 11 camions militaires transportant de grandes quantités d'armes ont été récupérés.

— **Front nord** :  
30 chars ont été détruits, 20 rendus inutilisables, 10 capturés sur l'axe routier Asmara-Keren.

## A LIVRES OUVERTS

Prendre en mains ses propres problèmes :  
l'expérience d'une boutique de droit.

Non, rassurent les auteurs, il ne s'agit pas d'épicerie du droit, où des experts prescriraient leurs recettes, non plus que d'associations de bienfaisance juridique !

Alors qu'aujourd'hui, se multiplient «les consultations ou permanences juridiques» de toutes sortes, il était nécessaire de faire le point sur l'expérience, la démarche bien différente des Boutiques de droit (nommées ainsi parce que faciles d'accès, ouvrant sur la rue).

«Les consultations juridiques» à l'initiative d'organismes professionnels ou institutionnels (mairie, ordre des avocats...), reproduisant les relations habituelles consultants/consultés, animées par des professionnels, des spécialistes du droit, se cantonnent dans une approche legaliste des problèmes : «la loi dit que...» «Vous avez droit ou pas droit à...» Face à une réalité, reconnue par M. Pleven, alors ministre de la Justice, à savoir que 75 % des Français n'ont, en fonction de leurs ressources, pas un accès normal à la justice, la mise en place de ces «consultations juridiques» vise en fait à replâtrer l'institution. La crise de la justice est présentée comme un «archaïsme» de l'appareil judiciaire, et la solution consisterait en une meilleure circulation de l'information, plus de juges, plus de greffiers, etc.

Les Boutiques de droit, elles, se sont créées à l'occasion d'une demande d'une population locale (quartier) ou spécifique (jeunes, immigrés...). Elles regroupent une proportion importante de non ju-

ristes, de militants ; les consultations sont souvent collectives ; ce qui permet un dépassement du cadre strictement juridique. Tout est fait pour que les personnes concernées y jouent un rôle actif, prennent en main leurs propres problèmes. Le mode de défense préconisé par les Boutiques est l'action collective, qui modifie profondément le rapport de force justiciable/justice. La démarche par rapport à la loi, qui n'est ni déniée, ni sacralisée, n'est pas de dire : «Voici la loi» mais : «Comment faire avec la loi ?». Et les boutiquiers vont rechercher tous les outils utilisables dans l'arsenal juridique, s'efforcer aussi de réintroduire le

droit dans des secteurs de «non droit» (décisions administratives, protection des mineurs...).

Le non accès à la justice pour les plus démunis est voulu, disent-ils. C'est la force de la loi d'être «obscur, cachée, mystérieuse, menaçante». «Nul n'est censé connaître la loi». C'est en fait, le principe ! Alors, la Boutique de droit se refuse d'être le Bellemare du droit, se refuse à être une nouvelle manière de faire consommer la loi. Elle se veut critique en actes du droit et de la justice. En illustration, le livre nous introduit au cœur de la Boutique de droit du 19<sup>e</sup> à Paris, qui a reçu 3 000

visiteurs en trois ans, et pendant quelques pages, on assiste à la vie d'une permanence, au débat qui s'y mène...

Ce petit livre est d'autre part un guide pratique. Il donne les éléments à ceux qui voudraient créer une Boutique de droit (démarches, statuts, fonctionnement) ou y participer. Il contient une liste intéressante de consultations juridiques, notamment à Paris. Il indique de façon précise devant quelles juridictions, il n'est pas obligatoire de prendre un avocat.

De nombreuses questions sont encore en suspens : l'autodéfense

se pénale par le prévenu, la place des avocats dans la boutique de droit... L'auteur détermine la préface par ces mots : «De toute façon, la lutte continue, n'est-ce pas ?»

## BOUTIQUES DE DROIT

Ouvrage collectif rédigé sous la responsabilité de Christian Revon  
Participation des membres du collectif de la revue «Actes» et de la Boutique de droit de Paris XIX<sup>e</sup>  
Prix : 34 F  
Ed. SOLINS  
1 rue du Fossé St Jacques  
Paris



## Un bon livre d'histoire

ché» habituels sur cette période de l'histoire de France. Que l'on relise les livres d'histoire donnés à gober aux enfants des écoles primaires, et on sera édifié sur ce chapitre !

Jean Favier annonce son intention : son livre est «le résultat d'une certaine exaspération» devant tant de stupidités.

Mais son projet est plus vaste. Il retrace un film complet de la société médiévale. Le roi — «roi de fer» ou «fantoche» ? «Despote» ou «prince sage» ? — n'en est finalement qu'un personnage. «L'essentiel est... dans la mutation profonde de la France qui forge lentement les rouages d'un état moderne.»

Le plus gros de l'ouvrage est consacré à cette étude. Parmi de nombreuses pages passionnantes, nous ne citerons que deux séries d'enquêtes :

— l'arbitraire des gens du roi, ces «huissiers» rackettant les populations, accompagnés de ser-

gents en armes, brutalisant à souhait, incendiant les villages.

«Les tensions sociales» : «rivalités» et affrontements qui se font pour «la mainmise sur les affaires de la ville». Il est intéressant d'y découvrir comment s'y prenait «le patriciat des villes» pour mener rondement ses affaires en confondant affaires publiques et «affaires familiales à gérer dans le secret», ce qui lui permettrait de faire fructifier le patrimoine familial en extorquant le bien public.

Sous ce même thème, on apprend par quel processus, «le capitalisme naissant» se renforce, encadrant «le marché du travail», jouant du «chantage au chômage» ou «bridant la hausse des salaires.»

On y découvre l'existence d'un «rapport d'asservissement des travailleurs» aux patrons, savamment mis en place par ceux-ci par le biais du crédit.

Si nos lecteurs cherchent à s'informer aussi sur les inquisiteurs, le procès des Templiers, l'Église vers 1 300, qu'ils lisent ce livre.

Passé les trois premiers chapitres, un peu fastidieux, parce que spécialisés, le livre se lit presque comme un roman.

Sophie RANNOUX

Philippe Le Bel  
par Jean Favier  
Ed. Fayard  
584 pages  
Prix : 65 F

\*Par «capitalisme naissant», l'auteur entend le processus par lequel la bourgeoisie commerçante réinvestissait ses grands profits dans l'industrie naissante : les ouvriers travaillaient à leur domicile sur des outils appartenant aux patrons, et étaient payés à la pièce produite. Les matériaux (laine, etc.) étaient la propriété du patron.

## Vient de paraître

James Connolly et le mouvement révolutionnaire irlandais de Roger Faligot aux éditions François Maspéro. Prix : 56 F

Ce livre retrace la vie de James Connolly (1868 - 1916) socialiste, syndicaliste, qui a participé à la grande insurrection irlandaise contre l'empire britannique en 1916, à la suite de laquelle il devait trouver la mort. Rappelons que pour James Connolly, libération nationale et socialisme étaient liés et l'un ne pouvait se concevoir sans l'autre.

Ainsi soit-il et ça ira de Wolf Biermann, aux éditions Christian Bourgois.

Déchu en 1976 de sa citoyenneté par les autorités est-allemandes, Wolf Biermann, poète, chanteur populaire, réside en Allemagne de l'Ouest. Le recueil de poèmes rassemblés dans ce livre est augmenté d'adaptations de vieilles chansons françaises et de participations musicales. L'édition est bilingue.

La comédie urbaine ou la société sans classe de Jean-Pierre Garnier et Denis Goldschmidt, aux éditions François Maspéro. Prix : 55 F

Quel enjeu recouvre la priorité accordée depuis quelques années par les instances officielles à l'amélioration du «cadre de vie», à l'aménagement «qualitatif» de l'espace urbain, etc.

## Sahara : des livres indispensables

Des livres importants pour tous ceux qui s'intéressent au Sahara occidental et à la lutte du peuple sahraoui.

Le livre qui vient de paraître, signé de madame Elsa Assidon, militante anti-impérialiste de longue date, intitulé «Sahara occidental : un enjeu pour le Nord-Ouest africain», constitue sans doute la somme la plus complète des connaissances sur les positions des différents protagonistes, n'hésitant pas à aborder les questions les plus délicates telles que l'appréciation de la position algérienne dans le conflit. Sur toutes les questions, le livre fournit un nombre intéressant de références : les documents fondamentaux ; le coût de la guerre pour le régime marocain, le lien très concret entre l'aggravation de la situation des masses au Maroc, et le déroulement de la guerre ; les motivations des régimes marocain et mauritanien, ce qu'il en a coûté à la Mauritanie ; l'intervention française, ses

raisons, ses formes et son ampleur ; toutes les questions pour lesquelles les données étaient jusqu'à présent éparpillées sont ici très clairement rassemblées. Ce n'est pas le moindre mérite du livre.

Parce qu'il aborde ainsi dans leur ensemble les différents aspects de la guerre au Sahara occidental, le travail de madame Assidon ouvre nettement des questions qui dépassent le cadre du Sahara et méritent un débat plus approfondi. Parmi celles-ci, le rôle de l'URSS. Peut-on ainsi reprendre en compte l'aspiration selon laquelle, en faisant main basse sur les phosphates marocains, l'URSS aurait pour souci essentiel de combler un déficit dont la réalité est loin d'être prouvée, puisque l'URSS était exportateur net avant le contrat ? Ne faut-il pas plutôt rapporter ces contrats au fait que le Maroc est le principal fournisseur de l'Europe en phosphates ? De même peut-on ignorer la place

de l'URSS au Maroc quand celle-ci devient le premier partenaire commercial et attribuer unilatéralement aux États Unis la paternité des ambitions marocaines ? Ces questions méritent un débat auquel «le Sahara occidental : enjeu pour le Nord-Ouest africain» contribue largement.

Le livre «Sahara occidental : un peuple et ses droits» rassemble les actes du colloque de Massy qui se déroulait sur ce thème. Son originalité est de débrouiller avec la plus grande clarté la question embrouillée à souhait du statut juridique international du peuple sahraoui, à côté d'un inventaire assez complet des enjeux économiques et de très précieuses données sur l'arrière-plan historique, d'avant la colonisation espagnole.

Avec le livre de Ahmed Baba Miske, «Front Polisario : l'âme d'un peuple», nous avons là un ensemble indispensable, pour une appréhension concrète de la

lutte du peuple sahraoui, de ses enjeux ; un support utile et nécessaire à toute action militante. En se faisant reconnaître par sa lutte le peuple sahraoui nous a amené à nous intéresser à son histoire. Ce sont là les premiers résultats, qui en eux mêmes sont un hommage à cette lutte d'une certaine manière une victoire.

Grégoire CARRAT

Références :

1 - «Sahara Occidental, un enjeu pour le nord-ouest africain» par Elsa Assidon aux éditions Maspéro. Prix : 35 F

2 - «Front Polisario, l'âme d'un peuple» de Ahmed Baba Miske. Editions Rupture. Prix : 35 F

3 - «Sahara Occidental un peuple et ses droits». Collectif de Massy. Editions l'Harmattan. Prix : 40 F.

# Larzac : les marcheurs arrivent aux portes de Paris; la manifestation dans la capitale est interdite

Arrivant au périple de leur marche de 710 kms pour exprimer leur refus de l'extension du camp militaire du Larzac, les 22 marcheurs du plateau, accompagnés de quelques suiveurs solidaires, ont pénétré hier dans la périphérie de Paris. A Corbeil, les attendait du champagne, tandis qu'ils étaient recus à déjeuner à l'usine de la SNECMA, en bordure de la nationale 7, itinéraire choisi par les marcheurs. Reçu par le Comité d'établissement de cette immense usine de 5 000 ouvriers qui travaillent à la construction de moteurs d'avion, un représentant de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO saluait les marcheurs et les assurait de son soutien. Après le repas, les «Larzac» reprenaient le bâton de berger et la route, et traversaient

la ville nouvelle d'Evry, pratiquement déserte, et tandis qu'ils approchaient de leur dernière étape de la journée, Juvisy.

Ils sont rejoints par d'autres marcheurs qui viennent ainsi leur exprimer leur solidarité, créant des embouteillages monstres aux alentours, provoquant quelques réactions d'automobilistes qui ne semblent pas informés.

Tandis que les 22 du plateau arrivent à leur but, et ont pratiquement couvert les 710 kms, les familles des paysans qui sont restés sur place, continuent de subir les pressions des militaires, poursuivent leur guerre de nerf contre les paysans qui refusent de se faire exproprier. Les chars viennent frôler les fermes occupées et les terres touchées par

les arrêtés de cessibilité. Les flics de la gendarmerie intensifient leurs rondes, sans but apparent, tandis que des avions font des passages en rase-motte.

Jeudi, le préfet confirmait sa scandaleuse interdiction de manifestation de

soutien à ceux du Larzac samedi dans Paris. Les manifestants devront se contenter du boulevard Jourdan, entre la Porte d'Orléans et la Porte d'Italie. Mais d'ores et déjà, ce sont plusieurs milliers de manifestants qui sont attendus.

## Fête Larzac à Vincennes

De nombreux spectacles seront donnés à la fête du Larzac samedi 2 décembre à l'Université Paris VIII, Vincennes.

Bâtiment C : Marie Martin, Benjabepch, Jacques Ruzon, Patrick Bladet, Claire et Paul.

Amphi 2 : Film sur le Larzac, forum et débat.

Galerie : Stands d'entreprises en lutte.

Grand chapiteau : Castellini, Lenv Escudero, Patrick Fond et Philippe Val, Imago.

Bal folk avec Maluzerne, les Maringouins, Ciscaïn et Thérière de Jardin.

Amphi 5 : Aïcha et la Troupe du 8 mars, Pieds joints, Gérard Gauche, Opticien diplômé et Verte Fontaine.

Stands bouffe et boisson.

## Centre de tri de Bobigny

# GREVE CONTRE 5 LICENCIEMENTS

Les travailleurs de la brigade A du centre de tri de Bobigny ont débrayé, jeudi après-midi à la suite d'une Assemblée générale convoquée par la CGT et la CFDT sur le CTA, appelant à un débrayage : 5 auxi-

liaires sont licenciés à partir de ce vendredi, (licenciement sans préavis, les auxiliaires l'ont appris mercredi). On est à 15 jours du début de la période de pointe du trafic dans les PTT, alors qu'il y a des licenciements. Les travailleurs se battent essentiellement sur le problème des emplois, des effectifs, et veulent que ces auxiliaires,

qui sont d'anciens vacataires, gardent leurs postes (anciens vacataires transformés en auxiliaires saisonniers et dont le service a été prolongé pour un temps indéterminé, fin septembre).

Jeudi matin, un mouvement avait débuté par un débrayage spontané des préposés de l'acheminement de la brigade B

(3 des auxiliaires licenciés y faisaient des fonctions d'acheminement) et jeudi après midi, l'ensemble de la brigade A a débrayé assez massivement.

A l'école de tri les préposés stagiaires qui ont les mêmes horaires que la brigade mixte ont débrayé quand même.

Correspondant CTA

## 15 ANS DE DETENTION POUR LES AUTEURS DE L'ATTENTAT CONTRE LE CHATEAU DE VERSAILLES

Dans un réquisitoire particulièrement scandaleux, où le procureur général Beteille assimilait tous les contestataires bretons à des fascistes ou des nazis, s'attaquant particulièrement au FLB, le procureur demandait une peine de 15 ans pour mettre «définitivement hors d'état de nuire» les deux auteurs de l'attentat contre le château de Versailles, acte qui reste incompris aux yeux de l'opinion publique.

Les accusés et leurs avocats avaient refusé de plaider leur défense, considérant qu'ils ne pouvaient l'assurer correctement devant cette juridiction d'exception qu'est la Cour de Sécurité de l'Etat.

Le procureur général n'a eu aucune peine à être suivi dans son réquisitoire.

Les inculpés ne disposent que de cinq jours pour se pourvoir en cassation.

## Arrivée des réfugiés du Hai Hong en France

C'est jeudi matin que sont arrivés à l'aéroport de Roissy, 238 réfugiés Vietnamiens, venant de Kuala Lumpur, après avoir erré avec des milliers d'autres en Mer de Chine, cherchant un lieu de refuge. Après leur arrivée à Paris, ils ont été installés dans un centre d'hébergement à Créteil.

Cet épisode suscite à nouveau nombre d'interrogations sur la situation au Vietnam aujourd'hui, sur l'évolution de ce pays et son avenir, tandis que les partis de droite aussi bien que le PCF entretiennent à propos de cette situation une profonde confusion.

Certains personnalités de droite qui partent en croisade aujourd'hui pour la défense des droits de l'homme au Vietnam, se taisaient hier ou applaudissaient carrément à la sanglante guerre d'agression menée contre le peuple vietnamien et les autres

peuples indochinois par l'impérialisme américain. Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans une réponse à Ballanger député révisionniste, n'hésite pas à rendre hommage aux guerres coloniales qu'ont été menées contre le Vietnam. De leur côté, les dirigeants du PCF, qui d'ailleurs durant des années, n'acceptèrent dans les manifestations sur le Vietnam que des mots d'ordre pacifiques, et n'admirent qu'au dernier moment que s'exprime le soutien à la victoire du peuple vietnamien, à la victoire du FNL du Sud-Vietnam, entendent aujourd'hui se servir du passé des guerres impérialistes contre le Vietnam pour justifier l'évolution actuelle de ce pays.

Ce faisant, c'est particulièrement l'inféodation croissante du Vietnam au social-impérialisme soviétique, que le PCF entend

avant tout appuyer.

En ce qui concerne la situation intérieure au Vietnam, le rédacteur en chef de *Nhan Dan* organe du PC vietnamien, Hoang Tung, et aussi membre du Comité central du PCV, vient de faire état d'un certain nombre de problèmes. Parlant de ceux qui quittent le Vietnam, il a déclaré notamment : «Nous connaissons leurs raisons. Nous savons que certains sont hostiles au régime et que notre niveau de vie est bas à cause des guerres, mais c'est aussi à cause de nos faiblesses dans la gestion des affaires de l'Etat et de l'Economie. Il est illusoire de croire que l'on peut résoudre les problèmes touchant aux libertés, au bien-être, en trois ans seulement. Mais il est vrai que nous avons notre part de responsabilité, car nous n'arrivons pas à promouvoir immédiatement une vie meilleure».

## ● Espagne : arrestations d'antifascistes

Dix-neuf militants anti-fascistes ont été arrêtés dans un hôtel de Madrid, où ils étaient réunis pour tenter de constituer un tribunal chargé de juger les crimes du franquisme.

Dans le même temps, on apprend que l'archevêque de Tolède, primat d'Espagne, vient de publier une lettre pastorale dans laquelle il appelle à voter contre la nouvelle constitution qui, selon lui, ouvrirait la voie à une «société permissive».

## ● Le RPR vote contre le gouvernement

L'Assemblée nationale a vécu jeudi un événement exceptionnel : les députés RPR, PS et PCF ont voté ensemble contre le projet de loi visant à modifier la législation française de la TVA, comme le préconisait une directive du Conseil de la CEE. C'est pratiquement dans les mêmes termes que les députés RPR et PCF opposés à ce sujet, l'ont rejeté, le qualifiant d'usurpation de pouvoir ou de grave atteinte contre l'indépendance nationale.

C'est par 333 voix (134 RPR + PS et PCF) contre, et 132 pour (121 UDF, 10 RPR et 1 non inscrit) que ce projet a été rejeté.

## ● Radios libres, Larzac, ou le droit à l'existence

Radio libre Banlieue Sud, une radio libre, populaire, ouverte, un outil qui nous permette de prendre la parole.

Radio libre Banlieue Sud, une radio qui parle des luttes, des immigrés, des jeunes, des femmes, des squatts...

Voilà, c'est tout cela que nous voudrions être, mais comme toutes les radios libres, ce que nous voulons d'abord c'est le droit à la libre expression.

Aussi samedi après-midi sur 101 MHz modulation de fréquence, nous parlerons de la lutte des paysans du Larzac qui réclament le droit à l'existence.

Collectif Radio libre Banlieue Sud

## ● Nucléaire : Accidents dans une centrale Tchèque

Un document rendu public par les opposants de la Charte 77, fait état de deux accidents qui seraient survenus dans la centrale de Jaslovské-Bohunice, en Tchécoslovaquie. Cette centrale, construite en 1973 et d'une puissance de 150 megawatts, fonctionne avec un réacteur à eau lourde et un système de refroidissement au gaz carbonique. Un premier accident serait survenu en janvier 1976, à la suite d'une fuite de gaz, deux travailleurs y auraient trouvé la mort, étouffés. Un second accident serait survenu ultérieurement, à la suite semble-t-il, d'un défaut de montage d'un élément combustible. Une fuite de gaz carbonique et une contamination radioactive s'en seraient ensuivies dans deux enceintes. La centrale aurait été arrêtée à la suite de ce dernier accident.

## ● Angola : menaces sud africaines

Le ministre angolais de la Défense a signalé qu'une nouvelle agression sud-africaine se préparait contre son pays, indiquant que les appareils de reconnaissance sud-africains poussent actuellement des raids jusqu'à 100 kms à l'intérieur du territoire angolais. Il a ajouté que des forces terrestres de Prétoria sont actuellement concentrées sur la frontière namibienne.

## ● URSS - Albanie

A l'occasion du 34<sup>e</sup> anniversaire de la libération de l'Albanie, le journal soviétique les *Izvestia* a lancé un appel aux dirigeants de Tirana pour une normalisation «équitable et mutuellement avantageuse» des rapports albanos-soviétiques, tout en affirmant que les relations entre l'URSS et l'Albanie avaient été marquées par des «difficultés qui n'avaient pas servi les intérêts des deux pays».